

Belgium-Liège: Seats, chairs and related products, and associated parts

OJ S 63/2021 31/03/2021

Contract notice

Supplies

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Centre hospitalier universitaire de Liège (3P)

National registration number: 0232.988.060_21955

Postal address: Sart Tilman B35

Town: Liège

NUTS code: BE332 Arr. Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

Contact person: Monsieur Julien Compère

E-mail: marches.info@chuliege.be

Telephone: +32 42425027

Internet address(es):Main address: https://www.chuliege.be/jcms/c2_18288587/fr/liste-des-marches-publics-en-cours**I.3. Communication**The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: https://www.chuliege.be/jcms/c2_18288587/fr/liste-des-marches-publics-en-coursTenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://eten.publicprocurement.be/etendering/viewWorkspacesBasedOnExtUrl.do?wsName=CHU+Li%C3%A8ge%283p%29-CHULG%2F20.130-F02>

Additional information can be obtained from another address:

Official name: Département des services logistiques — service des marchés publics

Postal address: Rue des Pontons 25

Town: Chênée

NUTS code: BE332 Arr. Liège

Postal code: 4032

Country: Belgium

Contact person: Andreia Zajontz

E-mail: marches.info@chuliege.be

Telephone: +32 42425027

Internet address(es):Main address: https://www.chuliege.be/jcms/c2_18288587/fr/liste-des-marches-publics-en-coursAddress of the buyer profile: https://www.chuliege.be/jcms/c2_18288587/fr/liste-des-marches-publics-en-cours**I.4. Type of the contracting authority**

Other type: Hôpital universitaire

I.5. Main activity

Health

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Fourniture de sièges ergonomiques de bureau pour les postes de travail avec écran de visualisation pour le CHU de Liège, pour une durée de quatre ans

Reference number: CHU Liège(3p)-CHULG/20.130-F02_0

II.1.2. Main CPV code

39110000 Seats, chairs and related products, and associated parts

II.1.3. Type of contract

Supplies

II.1.4. Short description

Le présent marché porte sur la fourniture dans différents services du CHU de Liège sur ses différents sites, de sièges ergonomiques de bureau pour des postes de travail avec écran de visualisation pour une durée de quatre ans.

Le cahier des charges peut être obtenu au format .pdf et .doc sur simple demande au service des marchés publics adressée à

marches.info@chuliege.be avec la mention: «DDE CSCH — CHULG/20.130».

En cas de divergence éventuelle entre le modèle .pdf et le modèle .doc, c'est le premier document (modèle .pdf) qui fait foi.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

39111100 Swivel seats

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE332 Arr. Liège

Main site or place of performance: Plusieurs lieux.

II.2.4. Description of the procurement

Voir II.1.4).

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Voir cahier des charges.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Portée des exigences: conformément à l'article 66 de la loi, le pouvoir adjudicateur se doit de vérifier que l'offre provient d'un soumissionnaire qui n'est pas exclu de l'accès au marché sur base des articles 67 à 70 de la loi et qui répond aux critères de sélection qualitative.

En application de l'article 60 de l'AR Passation, le pouvoir adjudicateur peut revoir la sélection d'un soumissionnaire à quelque stade de la procédure de passation que ce soit, si sa situation à la lumière des motifs d'exclusion ou du respect du ou des critère(s) de sélection applicables ne répond plus aux conditions.

II.6.1.1) motifs d'exclusion obligatoires: par le seul fait de déposer une offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve dans aucune des situations visées par les clauses d'exclusion reprises à l'article 67, §§ 1 et 2 de la loi du 17.6.2016 et l'article 61 de l'arrêté royal du 18.4.2017 et ne pas être concerné par les cas d'incompatibilité prévus par les articles 6 et 52 de la loi du 17.6.2016.

Motifs d'exclusion obligatoires:

- 1) participation à une organisation criminelle,
- 2) corruption,
- 3) fraude,
- 4) infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction ou complicité ou tentative d'une telle infraction,
- 5) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme,
- 6) travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains,
- 7) occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

Les exclusions du 1^o à 6^o s'appliquent pour une période de cinq ans à compter de la date du jugement. Le critère d'exclusion 7^o quant à lui s'applique pour une période de cinq ans à partir de la fin de l'infraction.

L'exclusion du soumissionnaire s'applique également lorsque la personne condamnée par jugement définitif est un membre de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance du soumissionnaire, ou détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein;

II.6.1.2) motifs d'exclusion relatifs aux dettes fiscales et sociales: est exclu de la présente procédure, le soumissionnaire qui ne satisfait pas à ses obligations de paiement de dettes fiscales et de cotisations de sécurité sociale.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le soumissionnaire satisfait à ses obligations de paiement de dettes fiscales et de cotisations de sécurité sociale via la plate-forme Télémarché. Si cela ne lui est pas possible, le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire de fournir les documents suivants:

1) en application de l'article 68 de la loi du 17.6.2016 et de l'article 62 de l'arrêté royal du 18.4.2017, le soumissionnaire joint à son offre une attestation délivrée par l'autorité compétente confirmant qu'il est en règle quant à ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale, jusque et y compris le dernier trimestre civil échu par rapport à la date limite de réception des offres, conformément aux dispositions de la loi belge ou celles du pays où les employés sont établis;

2) en application de l'article 68 de la loi du 17.6.2016 et de l'article 63 de l'arrêté royal du 18.4.2017, le candidat ou le soumissionnaire joint à sa demande de participation ou à son offre, selon le cas, une attestation dont il résulte qu'il est en règle par rapport à ses obligations fiscales professionnelles selon les dispositions légales du pays où il est établi. L'attestation porte sur la dernière période fiscale écoulée avant la date limite de réception des demandes de participation ou des offres, selon le cas.

Est exclu de la présente procédure, le soumissionnaire qui ne satisfait pas à ses obligations de paiement de dettes fiscales et de

Cotisations de sécurité sociale. Néanmoins, le soumissionnaire qui se trouve dans les conditions suivantes peut participer:

a) s'il ne dispose pas d'une dette supérieure à 3 000 EUR ou;

b) s'il a obtenu pour cette dette un délai de paiement qu'il respecte strictement... (voir documents du marché).

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Le soumissionnaire apporte la preuve de sa capacité économique et financière en fournissant une déclaration concernant son chiffre d'affaires global, portant sur les années 2017, 2018 et 2019 (dans la mesure où ils sont disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité dans la mesure où les informations du chiffre d'affaire sont disponibles) (Cf. annexe C).

Minimum level(s) of standards possibly required:

Le chiffre d'affaires annuel moyen des années 2017, 2018 et 2019 (dans la mesure où ils sont disponibles) devra correspondre au minimum au montant annuel de l'offre de base de la tranche ferme.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Pour être sélectionné, le soumissionnaire devra fournir la preuve qu'il a livré pendant les quatre dernières années (cf. annexe D):

— des sièges ergonomiques de bureau pour des postes de travail avec écran de visualisation similaires à ceux proposés dans le présent marché;

— pour une quantité de minimum 200 sièges par an.

Les preuves fournies peuvent porter sur plusieurs clients.

Pour que la/les preuve(s) fournie(s) soit/soient prise(s) en considération, le(s) certificat(s) de bonne exécution devra/devront être conforme(s) au modèle repris en annexe D et devra /devront reprendre au minimum les informations suivantes:

- le nom du client et ses coordonnées,
- le type et modèle de sièges livrés,
- la quantité de fournitures livrées,
- l'année de la livraison.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Pour être sélectionné, le soumissionnaire devra fournir la preuve qu'il a livré pendant les quatre dernières années (cf. annexe D):

- des sièges ergonomiques de bureau pour des postes de travail avec écran de visualisation similaires à ceux proposés dans le présent marché;
- pour une quantité de minimum 200 sièges par an.

Les preuves fournies peuvent porter sur plusieurs clients.

Pour que la/les preuve(s) fournie(s) soit/soient prise(s) en considération, le(s) certificat(s) de bonne exécution devra/devront être conforme(s) au modèle repris en annexe D et devra /devront reprendre au minimum les informations suivantes:

- le nom du client et ses coordonnées,
- le type et modèle de sièges livrés,
- la quantité de fournitures livrées,
- l'année de la livraison.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement
Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 07/05/2021 Local time: 09:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 8 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 07/05/2021 Local time: 09:00

Place:

E-Tendering.

Information about authorised persons and opening procedure: L'ouverture des offres se réalise via la plate-forme e-Tendering.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Conseil d'état

Postal address: Rue de la Science 37

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

VI.5. Date of dispatch of this notice

26/03/2021